



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 Boulevard de la Dollée
50000 Saint-lô

Saint-lô, le 02/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CC COUTANCES MER ET BOCAGE

Place Coutances
50200 Coutances

Références : 2025.508
Code AIOT : 0005302095

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement CC COUTANCES MER ET BOCAGE implanté 2 route La Belle Croix 50200 Gratot. L'inspection a été annoncée le 09/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CC COUTANCES MER ET BOCAGE
- 2 route La Belle Croix 50200 Gratot
- Code AIOT : 0005302095
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le SITOM des cantons de Coutances et Saint-Malo-de-la-Lande est autorisé à exploiter une station

de transit d'ordures ménagères et une déchèterie par arrêté préfectoral du 26 février 1999. La communauté de communes Coutances mer et bocage (CMB) a repris l'exploitation des installations lors de sa création en 2017.

L'exploitation des quais hauts de la déchèterie est déléguée à l'entreprise TRIBORD depuis le 1er janvier 2023 pour une durée de 4 ans. Les évacuations des divers déchets sont assurées par d'autres prestataires en fonction des flux.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Comme demandé par courriel du 22 septembre 2025, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées une déclaration de changement d'exploitant pour ses installations (station de transit, déchèterie et plateforme de compostage).

Les parcelles n° 66 et 67 (anciennement parcelle n° 682) de l'ancienne plateforme de compostage (AIOT n° 0003900131, installation soumise à déclaration) sont incluses dans le périmètre ICPE de la station de transit et de la déchèterie (AIOT n° 0005302095) défini par l'arrêté préfectoral du 26 février 1999.

Dans le cadre de la cessation des activités de la plateforme de compostage et du transit des déchets verts issus de la tempête Ciaran (cf. point de contrôle n° 3 et courriel du 25/09/2025), l'exploitant doit justifier de la mise en sécurité des parcelles n° 66 et 67 (clôture, entretien du bassin de collecte des effluents et du/des séparateur(s) d'hydrocarbures).

Il est à noter que l'exploitant, dans le cadre d'un projet de modernisation, envisage d'étendre les activités de la déchèterie à ces parcelles, comme prévu dans l'arrêté préfectoral.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement dans la nomenclature des installations classées	Code de l'environnement du 16/07/2007, article R. 511-9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Clôture du site	Arrêté Préfectoral du 26/02/1999, article 7.1 et 8.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Déchets verts issus de la tempête Ciaran	Arrêté Ministériel du 30/07/2012, article annexe V 7.1 et 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Prévention des chutes	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Stockage des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Moyens de lutte contre	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	l'incendie		l'exploitant	
9	Collecte et rejet des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32 et 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
10	Contrôle des eaux résiduaires avant rejet	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35 et 38	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29	Sans objet
8	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les aires extérieures de déchargement et de dépôt sont propres et correctement organisées. Cependant, certains équipements apparaissent vétustes (conteneur pour la collecte des déchets diffus spécifiques, dispositifs antichute). De plus, cette inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités (clôture, absence d'entretien du bassin de collecte des eaux pluviales et du séparateur d'hydrocarbures, aucune analyse des eaux avant rejet).

Suite à la visite, l'exploitant a informé l'inspecteur des actions engagées pour lever certaines non-conformités. L'exploitant semble vouloir reprendre la situation en main. L'inspecteur considère donc que des suites administratives ne sont pas nécessaires à ce stade.

En outre, l'activité de broyage de déchets verts s'effectue sans l'autorisation requise depuis plusieurs années. L'exploitant avait déposé un dossier visant à régulariser ses activités avant de le retirer en 2019. L'exploitant **doit se positionner définitivement sur ses projets afin de régulariser sa situation administrative.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement dans la nomenclature des installations classées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2007, article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement dans la nomenclature des installations classées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Rubrique 2710 :</u> Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets [...]</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t AUTORISATION b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 7 t DECLARATION 2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m³ ENREGISTREMENT b) Supérieur ou égal à 100 m³, mais inférieur à 300 m³ DECLARATION <p><u>Rubrique 2714 :</u> Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois [...] Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ ENREGISTREMENT 2. Supérieur ou égal à 100 m³, mais inférieur à 1 000 m³ DECLARATION <p><u>Rubrique 2716 :</u> Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes [...]</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ ENREGISTREMENT 2. Supérieur ou égal à 100 m³, mais inférieur à 1 000 m³ DECLARATION <p><u>Rubrique 2794 :</u> Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux. La quantité de déchets traités étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 30 t/j ENREGISTREMENT 2. Supérieure ou égale à 5 t/j, mais inférieure à 30 t/j DECLARATION
<p>Constats :</p> <p>La station de transit de résidus urbains et la déchèterie sont autorisées par arrêté préfectoral du 26 février 1999. L'arrêté préfectoral indique que la station de transit est soumise à autorisation et que la déchèterie est soumise à déclaration. L'exploitant n'a pas effectué de déclaration de ses activités suite aux modifications intervenues dans la nomenclature.</p> <p>Le dossier initial complété de 1997 (et dans une moindre mesure l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 février 1999) comporte des éléments relatifs aux <u>quantités et volumes maximums des déchets prévus initialement</u> sur les installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • station de transit : <ul style="list-style-type: none"> ◦ 4 quais et bennes pour le transit des ordures ménagères issues de la collecte en porte à porte (soit environ 120 m³) ; • déchèterie : <ul style="list-style-type: none"> ◦ 10 quais et bennes pour la collecte des déchets non dangereux (soit environ 300 m³) ; ◦ une aire de 260 m² au sol pour la collecte des déchets verts (soit plus de 100 m³) ;

- des points de collecte de divers déchets ;
- une quantité de déchets dangereux inférieure à 7 tonnes (cuve de collecte des huiles usagées de 1 800 L, conteneur de 30 m³ et bacs dédiés aux déchets dangereux).

Situation administrative de la déchèterie :

Au regard des éléments présents dans le dossier initial, la déchèterie relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2710-2 (collecte de déchets non dangereux, volume supérieur à 300 m³) et de la déclaration au titre de la rubrique 2710-1 (collecte de déchets dangereux, quantité supérieure à 1 t et inférieure à 7 t).

Lors de la visite, il est constaté que l'organisation des installations est restée la même depuis 1999. Le nombre de quais de la déchèterie n'a pas changé. L'aire destinée aux déchets verts a une surface de l'ordre de celle autorisée initialement (la visualisation des vues satellites indique que cette surface est parfois doublée). Une aire de collecte des pneumatiques est apparue (une trentaine de m³) ainsi qu'une aire destinée aux DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques). La quantité de déchets dangereux présents est comprise entre 1 t et 7 t. Ces quelques évolutions ne remettent pas en cause le régime au titre des rubriques 2710-1 et 2710-2.

Situation administrative du quai de transfert :

Au regard des éléments présents dans le dossier initial, la station de transit relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2716 (transit d'ordures ménagères, volume supérieur à 100 m³ et inférieur à 1 000 m³).

L'inspecteur constate la présence de 5 quais sur la station de transit, au lieu de 4 mentionnés dans le dossier initial. L'exploitant indique que les 5 bennes sont susceptibles de contenir en totalité des déchets d'emballages issus de la collecte sélective ou des ordures ménagères. Le volume total maximal est donc compris entre 150 et 200 m³ pour chaque flux de déchets. La station de transit relève donc du régime de la déclaration pour les rubriques 2716 et 2714 (transit de déchets d'emballages, volume supérieur à 100 m³ et inférieur à 1 000 m³). L'exploitant n'a pas déclaré cette rubrique suite aux évolutions de la nomenclature.

Situation administrative de l'installation de broyage de déchets verts :

L'exploitant indique lors de la visite qu'environ 6000 tonnes de déchets verts sont broyés par an. Ce broyage s'effectue une fois par semaine par un prestataire extérieur, en dehors des heures d'ouverture au public de la déchèterie (environ 100 t par jour). Aucun stock de broyats n'est entreposé sur place, ceux-ci sont directement évacués à l'issue des opérations. Au regard de ces constats, cette activité relève de la rubrique 2794 et du régime de l'enregistrement.

Cette activité est brièvement évoquée dans le dossier de 1997 mais n'apparaît pas dans l'arrêté préfectoral du 26 février 1999. Cette activité doit donc être régularisée.

Dossier de demande d'autorisation environnementale :

Suite à la visite d'inspection du 19 octobre 2021, l'inspecteur avait indiqué dans son rapport :

« Une demande d'autorisation d'exploiter, visant à régulariser les activités exercées sur la déchèterie de Gratot (augmentation des volumes d'activité et nouvelle activité de broyage de déchets verts notamment) avait été déposée en décembre 2016. Après échanges avec l'administration, l'exploitant a fait le choix de retirer la première version de ce dossier (courrier du 20/05/2019) et de déposer une demande de cas par cas (reçue le 03/06/2019), qui a conclu à l'absence de soumission à évaluation environnementale (décision préfectorale du 01/07/2019). Une nouvelle version de

demande d'autorisation a été soumise pour avis a l'inspection des installations classées. Cette nouvelle version nécessite d'être mise a jour et complétée avant son dépôt officiel, en particulier sur les points suivants : [...] »

À ce jour, l'exploitant n'a jamais redéposé son dossier. La collecte de déchets dangereux semble être revenue sous le seuil de l'autorisation (arrêt de la collecte de déchets d'amiante lié). Seule l'activité de broyage semble nécessiter une régularisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, dans un délai de 3 mois, de :

- transmettre à l'inspection des installations classées les volumes et quantités maximales de déchets susceptibles d'être présents sur ses installations (rubriques 2710-1, 2710-2, 2714 et 2716) ;
- préciser les régimes dont ses installations relèvent ;
- se prononcer sur la nécessité de déposer un dossier de porter-à-connaissance relatif aux évolutions de ces activités (déchèterie et transit) par rapport au dossier déposé en 1997.

Il est demandé à l'exploitant, dans un délai de 6 mois, de préciser à l'inspection des installations classées les quantités maximales de déchets verts broyés (en t/j) et de déposer un dossier de porter-à-connaissance visant à régulariser cette activité (rubrique 2794).

L'exploitant pourra régulariser cette activité dans le cadre du projet de modernisation de ses installations si les modifications envisagées nécessitent le dépôt d'un dossier (changement de régime de ses installations actuelles, autres modifications nécessitant le dépôt d'un dossier, etc.). Dans ce cas, l'exploitant doit s'engager sur un calendrier relatif à ces démarches dans un délai de 6 mois.

En attendant, il est rappelé à l'exploitant que les dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 s'appliquent.

Pour conclure, l'exploitant **doit se positionner définitivement sur ses projets** afin de régulariser sa situation administrative. L'inspection des installations classées considère que **la situation qui perdure depuis fin 2016 n'est plus acceptable**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Clôture du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/1999, article 7.1 et 8.1

Thème(s) : Risques accidentels, Clôture du site

Prescription contrôlée :

Article 7.1 :

La station de transit sera entourée d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 m constituée de grillage afin d'interdire l'accès à toute personne ou tout véhicule non autorisés par l'exploitant [...].

Article 8.1 :

[...] La déchèterie est clôturée de façon à interdire l'accès à toute personne ou véhicule en dehors des heures d'ouverture. [...]

<p>Constats :</p> <p>L'inspecteur constate que le portail séparant la déchèterie (parcelle n° 68) et l'ancienne plateforme de compostage (parcelles n° 66 et 67) est absent, laissant un passage sur plusieurs mètres. Deux barrières mobiles de sécurité non raccordées sont présentes mais n'empêchent pas le passage. Il est également constaté que la clôture est manquante et / ou dégradée au niveau du portail situé le long de la route départementale n° 57. L'accès à la parcelle n° 67, puis à la déchèterie en dehors des heures d'ouverture est donc possible. Ces constats constituent une non-conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, dans un délai de 1 mois, de justifier la réparation de la clôture entre la route départementale n° 57 et la parcelle n° 67 et la mise en place un dispositif permettant d'empêcher l'accès à l'ancienne plateforme de compostage depuis la déchèterie (clôture, réparation du portail, etc.).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Déchets verts issus de la tempête Ciaran

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/07/2012, article annexe V 7.1 et 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets verts issus de la tempête Ciaran</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>7.1. Entreposage des déchets</u> La durée d'entreposage des déchets sur le site n'excède pas six mois.</p> <p><u>9. Remise en état en fin d'exploitation</u> L'exploitant prévoit dès l'ouverture du site sa restauration finale. Il remet en état le site dès la fin d'exploitation (sol, sous-sol, chemins d'accès, végétation environnante, aménagements antérieurs aux opérations de lutte antipollution), de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et que le site soit restauré au niveau de ce qu'il était avant son utilisation comme installation temporaire de transit. Une évaluation du bruit de fond est réalisée dans la zone environnante du site pour être utilisée comme valeur de référence. Les étapes de restauration sont les suivantes : -un nettoyage grossier (décapage, extraction le cas échéant) doit permettre d'éliminer toutes les couches polluées et les poches d'accumulation ; -un diagnostic est réalisé par un organisme tiers, comportant : -une cartographie de la pollution éventuelle du site (étendue, profondeur, avec les teneurs) ; -le cas échéant, une proposition de travaux de dépollution à effectuer avec les seuils à atteindre. Cette remise en état intervient pour les sites zones de transit et les sites d'entreposage intermédiaire sous huit mois maximum et le nettoyage est réalisé dès la fermeture des chantiers. L'exploitant procède ou fait procéder au démontage des équipements et à l'enlèvement des structures et matériaux apportés ou mis en place sur le site pour les besoins des opérations de stockage ou de déstockage des déchets. Les équipements, structures et matériaux ainsi démontés</p>

et enlevés sont nettoyés ou dépollués.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a effectué le 15 décembre 2023 une déclaration au titre de la rubrique n° 2719 de la nomenclature ICPE pour le transit temporaire de déchets végétaux (arbres, branches, souches, etc.) issus de la tempête Ciaran (1^{er} et 2 novembre 2023), pour un volume de 2 000 m³. Cet entreposage s'est effectué sur les parcelles n° 67 et 68 incluses dans le périmètre ICPE de la déchèterie et du quai de transfert (ancienne parcelle n° 682). Une plateforme de compostage était auparavant exploitée sur ces parcelles. Les surfaces sont imperméabilisées et la collecte des effluents s'effectue via un bassin avant rejet au milieu naturel.</p> <p>L'inspecteur constate lors de la visite du 12 septembre 2025 que la totalité des déchets végétaux a été évacuée. L'exploitant indique que les dernières évacuations ont eu lieu en juin 2024 vers une installation autorisée. La durée d'entreposage maximale de 6 mois a été légèrement dépassée, l'entreposage ayant commencé en novembre.</p> <p>Comme mentionné précédemment, l'entreposage ayant eu lieu sur des parcelles imperméabilisées et équipées d'un dispositif de collecte des effluents, une remise en état du site et une restauration tel que prévu par l'annexe V article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juillet 2012 n'est pas nécessaire. L'exploitant doit notifier la cessation des activités pour la rubrique n° 2719 et doit justifier de la mise en sécurité du site (cf. article R. 512-66-1 du code de l'environnement). Ces éléments pourront être transmis dans le cadre de la cessation des activités de la plateforme de compostage (cf. courriel du 22 septembre 2025). Les parcelles concernées appartenant au périmètre ICPE de la déchèterie et du quai de transfert toujours exploités, une ATTES SECUR n'est pas nécessaire à ce stade.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, dans un délai de 1 mois, de notifier la cessation des activités pour la rubrique n° 2719 et justifier de la mise en sécurité du site (cf. article R. 512-66-1 du code de l'environnement).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Prévention des chutes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des chutes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zones possibles de dépôts de déchets.</p> <p>I.- Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif antichute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas. Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à</p>

divers endroits de ces zones. [...]
<p>Constats :</p> <p>Les quais de déchargement des déchets par les usagers est en hauteur. Les bennes recevant les déchets sont situées en contrebas. Une barrière fixe d'environ 1 m de hauteur est présente sur la largeur de la benne. La zone de déchargement située sur la longueur est équipée d'un tablier d'une hauteur d'environ 70 / 80 cm et d'une largeur d'environ 50 cm. ce dispositif, bien que de hauteur inférieure à 1 m, permet de réduire le risque de chute en maintenant une distance entre le bord de la benne et l'utilisateur. Il est cependant constaté que ces dispositifs sont anciens et par endroits déformés.</p> <p>Le quai de déchargement des gravats n'est pas équipé de dispositif antichute. Un rebord est présent permettant de réduire risque de chute d'un véhicule ou d'une remorque mais aucun dispositif antichute pour les usagers n'est présent. De plus, le rebord de la benne n'arrive pas à la hauteur du quai. Le risque de chute doit être pris en compte.</p> <p>Les quais de déchargement de la station de transit des déchets issus de la collecte en porte à porte (ordures ménagères et emballages) ne sont pas équipés de dispositifs antichute. La voie d'accès à cette zone est différente de celle de la déchèterie. L'exploitant doit veiller à ce que des usagers ne se retrouvent pas dans cette zone.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit prévoir le remplacement des dispositifs antichute dans le cadre du projet de réaménagement et de modernisation de la déchèterie.</p> <p>En attendant, il est demandé à l'exploitant de prendre des mesures pour limiter le risque de chute au niveau du quai de déchargement des gravats (signalisation, etc.) dans un délai de 15 jours et de justifier la mise en place d'un dispositif antichute dans un délai de 3 mois. L'exploitant doit également s'assurer que les dispositifs antichute présents sont correctement fixés et permettent de remplir leur rôle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Stockage des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des produits dangereux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p>

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

[...]

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.

Constats :

Conteneur dédié aux déchets diffus spécifiques :

Les usagers déposent les bouteilles, bidons, pots, etc., à l'extérieur du local de stockage. Un agent technique se charge ensuite de trier et d'entreposer ces déchets dans le conteneur réservé aux déchets diffus spécifiques. Les déchets sont placés dans des caisses en plastiques étanches, en fonction de leur nature. Chaque caisse porte un affichage concernant ce qu'elle doit recevoir. Le conteneur dispose d'une rétention intégrée sous le caillebotis qui constitue le sol. L'inspecteur constate que le conteneur est vétuste et présente de nombreuses traces de corrosion, notamment proche du sol. L'inspecteur s'interroge sur l'étanchéité de cette rétention intégrée.

Collecte des huiles :

Les huiles noires usagées sont collectées et stockées dans une cuve spécifique. L'exploitant indique qu'elle possède une double peau assurant une rétention. L'inspecteur constate que la jauge de niveau est hors service. Ceci constitue une non-conformité à l'annexe I article 2.7 de l'arrêté ministériel du 27/03/2012 relatif aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2710-1 (collecte de déchets dangereux). L'exploitant indique que les agents procèdent à des contrôles visuels régulier.

L'inspecteur constate également la présence d'un fût (200 L) destinée à la collecte des huiles alimentaires usagées (huile de friture) entreposé hors rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- justifier la mise sous rétention (et à l'abri des intempéries) du fût de collecte des huiles alimentaires usagées dans un délai de 1 mois ;
- justifier la réparation de la jauge de niveau de la cuve de collecte des huiles noires usagées dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21

<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé [...] implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures [...]. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve [...] permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un justificatif de l'entretien des extincteur présents sur le site, réalisé par EUROFEU en septembre 2025. L'inspecteur a vérifié un extincteur par sondage. La lecture de l'étiquette confirme qu'il a été vérifié en septembre 2025. Les extincteurs semblent en nombre suffisant sur le site et sont positionnés dans le local gardien et le conteneur de stockage des produits dangereux.</p> <p>La ressource en eau est assurée par un bassin disposant d'un volume de 120 m³, permettant de fournir un débit de 60 m³/h pendant 2 heures par aspiration. La cartographie du SDIS indique que ce point d'eau est conforme et qu'une reconnaissance opérationnelle a eu lieu le 20 mai 2025. Le SDIS préconise de ne pas utiliser la ligne d'aspiration fixe mais d'effectuer une aspiration directe. Cependant, il est noté qu'un entretien du bassin est à faire.</p> <p>Lors de la visite, l'inspecteur constate la présence de matières solides dans le bassin qui pourraient compliquer les opérations d'aspiration. Ce dernier semble peu profond (environ 1 mètre).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, dans un délai de 6 mois, de justifier l'entretien du bassin de 120 m³ d'eau utilisable en cas d'incendie.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.- Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre (eaux d'extinction) sont collectées par le réseau destiné aux eaux pluviales de ruissellement et sont dirigées vers un bassin étanche (cf. point de contrôle n° 9). Un dispositif de confinement de ces eaux est situé en sortie de ce bassin et avant le séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant a procédé à la manipulation de la vanne. L'inspecteur constate qu'elle est fonctionnelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra s'assurer que l'ensemble du personnel présent sur le site est formé à la manipulation de la vanne de confinement et devra afficher les consignes de manipulation de celle-ci (sens de fermeture / d'ouverture, etc.).</p> <p>Il devra également s'assurer de conserver au sein du bassin d'un volume libre suffisant destiné au confinement des éventuelles eaux polluées (volume d'eau d'extinction de 120 m³ + 10 L/m² de surface imperméabilisée en cas d'intempéries).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. [...]</p>

<p>Constats :</p> <p>L'article 10.6 de l'arrêté préfectoral du 26 février 1999 prévoit une vérification des installations électriques tous les 3 ans par un organisme compétent.</p> <p>L'exploitant a présenté le compte rendu de la dernière vérification, effectuée par DEKRA le 25/08/2025. Le compte rendu conclut que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Collecte et rejet des eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32 et 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et rejet des eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 32 :</u> [...] Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. [...]</p> <p><u>Article 7 :</u> [...] L'installation est maintenue propre et entretenue en permanence.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Bassin de collecte des eaux pluviales de ruissellement :</u> L'inspecteur constate lors de la visite que le bassin de collecte des eaux pluviales de ruissellement n'a pas été entretenu depuis plusieurs années. Une végétation spontanée assez dense s'est développée sur les abords et dans le fond du bassin. Cette végétation racinaire est susceptible de porter atteinte à l'intégrité de la géomembrane et à l'étanchéité du bassin. Ceci constitue une non-conformité, d'autant plus que le confinement des eaux susceptibles d'être polluées s'effectue au sein de celui-ci.</p> <p><u>Séparateur d'hydrocarbures :</u> En sortie du bassin de collecte des eaux pluviales de ruissellement, les eaux transitent vers un séparateur d'hydrocarbures avant rejet vers le milieu naturel. Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du dernier entretien du séparateur d'hydrocarbures, ni d'indiquer si cet entretien a eu lieu. Ceci constitue une non-conformité.</p> <p>Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel le 24/09/2025 un devis relatif à l'entretien du séparateur d'hydrocarbures. Il indique que les opérations auront lieu mi-octobre. Il précise également que les démarches concernant le curage du bassin de collecte des eaux pluviales sont engagées.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- fournir le justificatif de l'entretien du séparateur d'hydrocarbures dès réception ;
- justifier de l'entretien (abords et fond) du bassin de collecte des eaux pluviales dans un délai de 6 mois (photos, factures, etc.).

L'exploitant devra s'assurer du bon état de la géomembrane et procéder aux réparations si cela est nécessaire. Il devra également maintenir une distance suffisante entre le stock de déchets verts de la déchèterie et le bassin. Il est rappelé que l'entretien du séparateur d'hydrocarbures doit être effectué tous les ans.

Dans le cadre de la cessation des activités précédemment exercées sur les parcelles n° 66 et 67 (ancienne parcelle n° 682 incluse dans le périmètre ICPE du site, activité de compostage puis de transit de déchets végétaux issus de la tempête Ciaran), l'exploitant doit justifier de l'entretien du(des) séparateur(s) présent(s) sur cette partie du site (ou tout autre dispositif de traitement des eaux collectées). Enfin, il doit également procéder à l'entretien des abords du bassin de collecte des effluents situé sur ces parcelles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Contrôle des eaux résiduaires avant rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35 et 38

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des eaux résiduaires avant rejet

Prescription contrôlée :Article 35 :

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- température < 30 °C ;

Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :

- matières en suspension : 600 mg/l ;
- DCO : 2 000 mg/l ;
- DBO5 : 800 mg/l.

Ces valeurs limites a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ;

Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

- matières en suspension : 100 mg/l ;
- DCO : 300 mg/l ;
- DBO5 : 100 mg/l.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain. - indice phénols : 0,3 mg/l ;
- chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;
- cyanures totaux : 0,1 mg/l ;
- AOX : 5 mg/l ;
- arsenic : 0,1 mg/l ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;
- métaux totaux : 15 mg/l.
Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

Article 38 :

[...] Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. [...]

Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter les derniers résultats d'analyses des eaux avant rejet ni d'indiquer quand les derniers contrôles ont été réalisés. Ceci constitue une non-conformité.

Les eaux de ruissellement de la déchèterie et du quai de transfert transitent vers un bassin de collecte, puis vers un séparateur d'hydrocarbures avant rejet. La visite de terrain n'a pas permis d'identifier le point de rejet. La zone entre le séparateur d'hydrocarbures et le point de rejet est recouverte de végétation spontanée dense (broussailles, ronces, etc.).

Suite à la visite, par courriel du 24/09/2025, l'exploitant indique que le débroussaillage sera terminé sous 10 jours et qu'il s'est rapproché d'un laboratoire afin d'effectuer les analyses.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

Dans un délai de 1 mois :

- justifier des travaux de débroussaillage de la zone du point de rejet ;
- identifier le point de rejet et l'exutoire de ces eaux (fossé, réseau public, etc) ;
- identifier un point de prélèvement.

Dans un délai de 3 mois :

- transmettre à l'inspection des installations classées les résultats des analyses effectuées sur les eaux résiduelles avant rejet.

Il est rappelé à l'exploitant que ces analyses doivent être effectuées tous les ans par un organisme agréé. En cas de reprise des activités sur les parcelles n° 66 et 67 (ancienne parcelle n° 682 incluse dans le périmètre ICPE du site), des analyses devront également être effectuées sur les eaux y transitant avant rejet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

